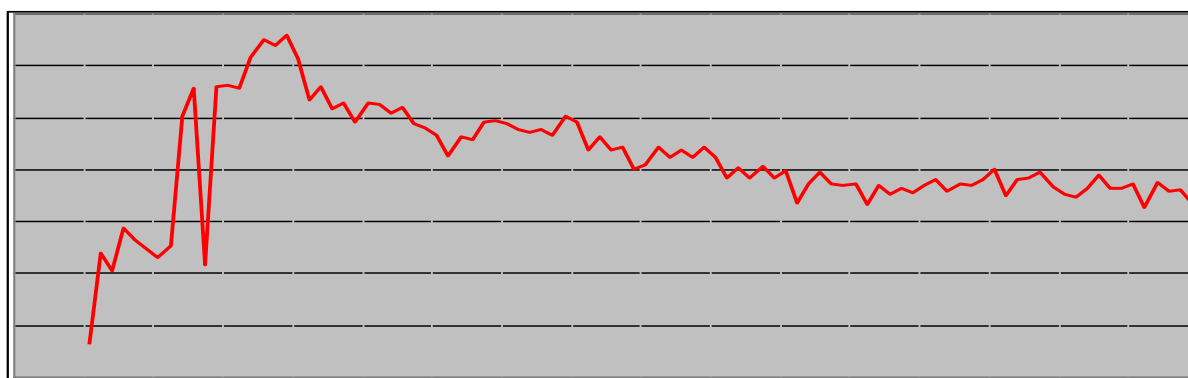


**REPUBLIQUE DU TCHAD**  
**PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE**  
**PRIMATURE**  
**MINISTERE DU PLAN ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE**  
**SECRETARIAT GENERAL**  
**INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE, DES ETUDES**  
**ECONOMIQUES ET DEMOGRAPHIQUES**  
**DEPARTEMENT DES SYNTHES ET STATISTIQUES**  
**ECONOMIQUES**



# **Note Trimestrielle** **de** **Conjoncture**



**DEUXIEME TRIMESTRE 2014**

## TABLE DES MATIERES

<b>RUBRIQUES</b>	<b>Pages</b>
<b>SIGLES ET SIGNES CONVENTIONNELS</b>	<b>2</b>
<b>SYNTHESE DE LA SITUATION CONJONCTURELLE DU TCHAD AU DEUXIEME TRIMESTRE 2011</b>	<b>3</b>
<b>I – L’EVOLUTION DE L’ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL</b>	<b>4</b>
<b>II – L’INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION</b>	<b>6</b>
<b>III - LE SECTEUR INDUSTRIEL</b>	<b>7</b>
<b>IV - LE SECTEUR PETROLIER</b>	<b>10</b>
IV.1- La production pétrolière	<b>10</b>
<b>V - LES FINANCES PUBLIQUES</b>	<b>11</b>
V.1. Evolution des recettes et dépenses budgétaires	<b>11</b>
V.2 La Situation de la dette publique extérieure	<b>12</b>
<b>VI – LA MONNAIE</b>	<b>13</b>
VI.1 La situation monétaire	<b>13</b>
<b>VII – CONCLUSION</b>	<b>14</b>

## **SIGLES ET SIGNES CONVENTIONNELS**

- BEAC** : Banque des Etats de l'Afrique Centrale
- BRENT** : Pétrole de référence sur le marché international
- CEMAC** : Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
- FMI** : Fonds Monétaire International
- INSEED** : Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques
- INSEE** : Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques
- PIB** : Produit Intérieur Brut
- RGPHT** : Recensement Général de la Population et de l'Habitat au Tchad
- UE** : Union Européenne
- \$ US** : Dollars US

## SYNTHESE DE LA SITUATION CONJONCTURELLE ECONOMIQUE DU TCHAD AU DEUXIEME TRIMESTRE 2014

### *Situation économique plutôt bonne*

Sur la base des informations récentes recueillies auprès de l'administration publique et des entreprises enquêtées, les activités économiques du Tchad connaissent une relance au deuxième trimestre 2014.

Ainsi, du côté de la demande globale, l'activité demeure soutenue par la demande intérieure, grâce à la poursuite des investissements tant publics que privés (secteur énergétique, téléphonie mobile et alimentaire). Cette évolution serait également rendue possible grâce à la vigueur de la consommation privée à la faveur de l'accroissement des revenus des paysans résultant de la hausse de la production cotonnière et des bonnes récoltes de la campagne agricole 2013/2014.

S'agissant de la demande extérieure, les exportations de bétail sur pieds et de pétrole brut ont reculé.

Du côté de l'offre, la croissance est essentiellement soutenue par le secteur non pétrolier (services, industries manufacturières, secteur énergétique et BTP) et dans une moindre mesure par le secteur

pétrolier avec l'intensification des travaux d'exploration pétrolière au Sud du pays.

Sur le front de l'inflation, l'indice global des prix à la consommation a enregistré une hausse pendant le deuxième trimestre 2014 en relation avec l'accroissement des prix des denrées alimentaires, des transports et des biens et services divers.

Sur le plan des finances publiques, on note un déficit base caisse en amélioration après celui relevé en juin 2013.

Pour ce qui des agrégats monétaires, une baisse sensible des avoirs extérieurs nets et une hausse notable du crédit intérieur induite par l'expansion des créances nettes sur l'Etat ainsi que des crédits à l'économie est à noter. En conséquence, la masse monétaire a progressé sur la période.

La situation de la dette publique laisse apparaître une baisse de l'encours de la dette extérieure et intérieure, une stabilité du service de la dette et une non-accumulation d'arriérés sur la gestion courante.

## I- L'EVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

### *Croissance mondiale : la reprise se renforce*

L'activité économique mondiale se serait redressée, au deuxième trimestre 2014, après avoir décéléré, au premier trimestre 2014, sous l'effet de facteurs temporaires affectant principalement les Etats-Unis et la Chine<sup>1</sup>. Dans les pays avancés, le rythme de croissance se serait renforcé, sous-tendu par des améliorations de confiance et des bilans du secteur privé, alors qu'il aurait ralenti dans les principales économies de marché émergentes, en raison de l'affaiblissement de la demande intérieure, du durcissement des conditions de financement et des retraits des capitaux étrangers en liaison avec la dépréciation de leurs monnaies. L'inflation mondiale serait restée faible comparée à ses moyennes historiques, reflétant les évolutions modérées des prix de l'énergie et l'existence d'importantes capacités de production inutilisées dans le monde.

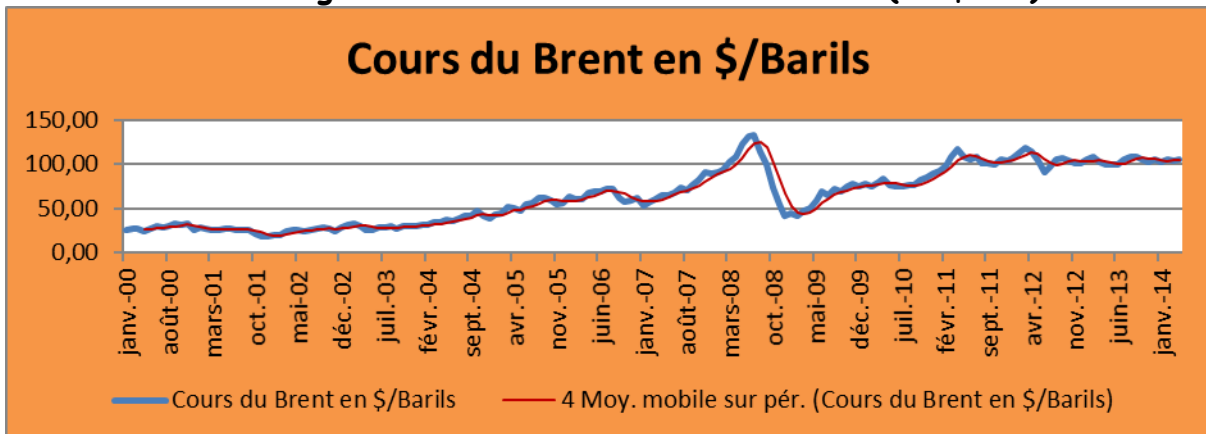
Concrètement, dans les pays avancés l'activité se serait améliorée de 1,6% au deuxième trimestre 2014, en rythme annuel, grâce, notamment, à la reprise de l'économie américaine qui aurait connu une croissance de 3,2%, soutenue, essentiellement, par la reprise de l'investissement et la bonne orientation des exportations. En zone euro, la croissance se serait établie à +1,2%, après une hausse de 0,8% un trimestre plus tôt. Ce redressement aurait touché

l'ensemble des pays de la zone euro, suite notamment à une amélioration de 4,8% des exportations et à la poursuite du redressement de la demande intérieure. Au Japon, l'activité aurait, à l'inverse, chuté de 4% au deuxième trimestre, sous l'effet d'un repli de la demande intérieure, consécutif à la hausse de la TVA depuis le premier avril 2014. Les pays émergents auraient, quant à eux, enregistré des rythmes de croissance hétérogènes, mais globalement en ralentissement

Au second semestre 2014, l'inflation devrait restée contenue au niveau mondial, en particulier dans les économies avancées, dans un contexte de modération des prix des matières premières, notamment les prix de l'énergie. Ces derniers auraient été stables au cours des derniers mois, les cours de Brent se situant dans une fourchette de 106 à 111 dollars le baril. La stabilité persistante du prix du baril reflète, en effet, l'interaction entre les facteurs d'offre et de demande. La croissance de la demande mondiale de pétrole demeurerait atone, en ligne avec la modération de la croissance mondiale, alors que la production pétrolière continuerait d'être pénalisée par les conflits politiques et des contraintes d'ordre technique. Dans ce sens, les cours de pétrole se stabiliseraient autour de

108 dollars le baril d'ici la fin de l'année 2014.

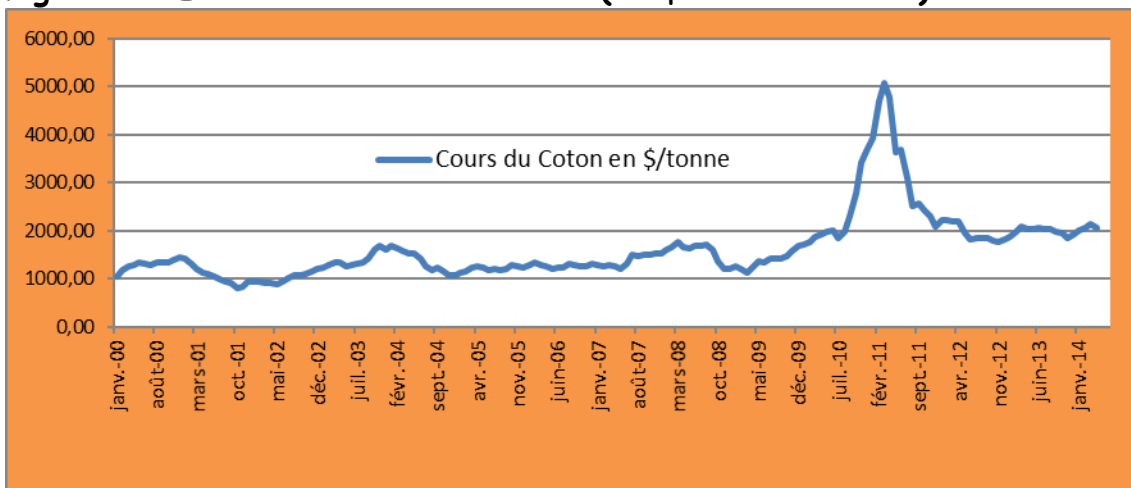
**Figure 1 : Evolution du cours du Brent(en \$ US)**



Source : Afristat

On note une reprise et une stabilisation des cours du coton depuis le début 2013. Il ressort un espoir de reprise en 2014

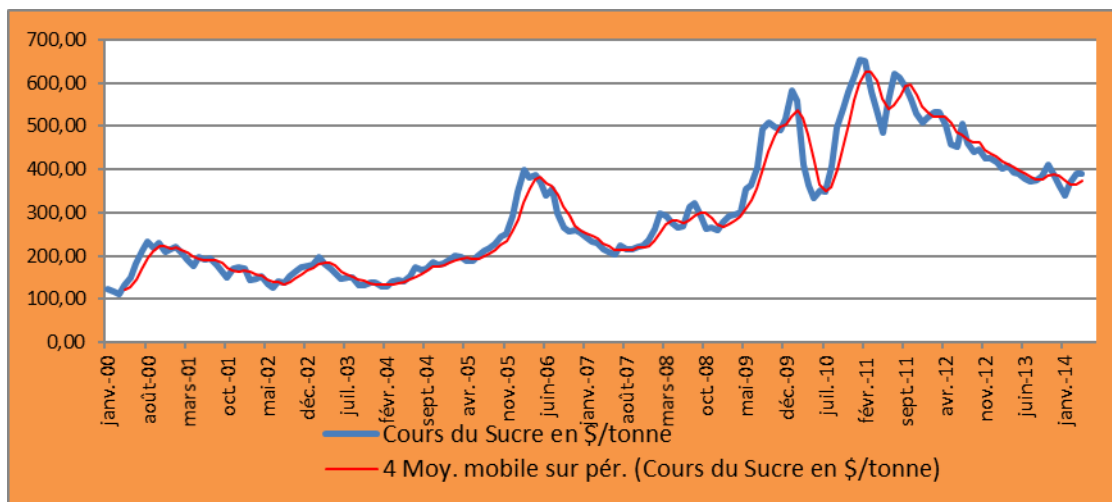
**Figure 2 : Evolution du cours du coton(en \$ US et en euro)**



Source : Afristat

Reprise de cours du sucre après une tendance à la baisse depuis fin 2011

**Figure 3 : Evolution du cours du sucre(en \$ US et en euro)**



Source : Afristat

## II-LES PRIX A LA CONSOMMATION A N'DJAMENA

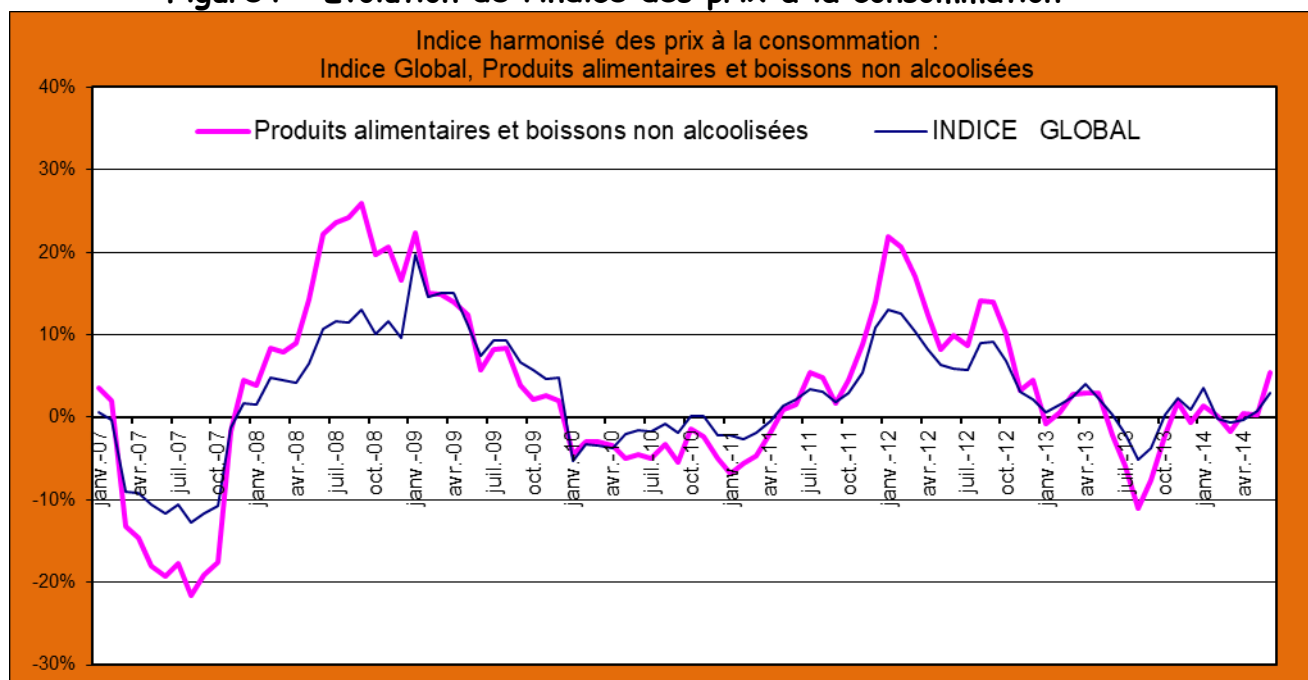
### *Prix à la consommation : hausse en glissement annuel*

Une hausse des prix à la consommation finale de 3% est observée en glissement annuel à fin juin 2014. Le taux d'inflation est de (-0,2%) contre 3,9% en juin 2013. Quant à l'inflation sous-jacente, mesurée par les prix hors produits frais et énergétiques, elle est ressortie en hausse de 1,4% et 2,9% respectivement en variation mensuelle et en glissement annuel. Quatre postes de consommation expliquent une bonne part de cette croissance des prix:

L'enseignement qui a vu son indice grimper de 9,5% ; boissons alcoolisées

et tabacs 12,4% ; meubles, articles de ménage et entretien courant de maison 7,3% et produits alimentaires 5,3%. L'indice global des prix à la consommation devrait enregistrer une hausse pendant le deuxième trimestre 2014 en relation avec l'accroissement des prix des denrées alimentaires, des transports et des biens et services divers.

**Figure4 : Evolution de l'indice des prix à la consommation**



Source : INSEED, Août 2014



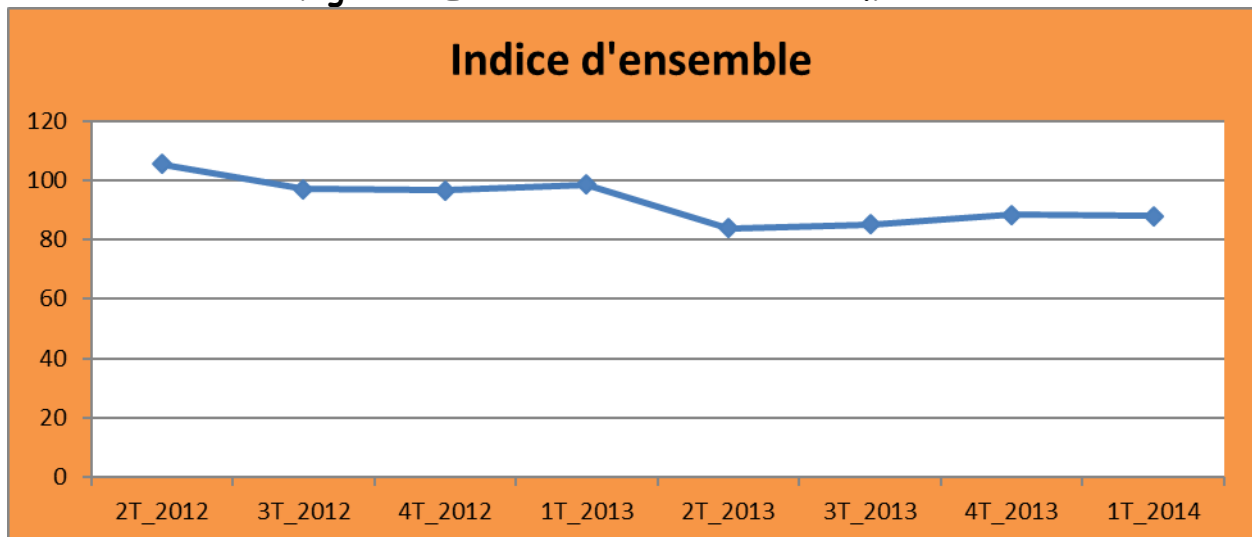
### III. LE SECTEUR INDUSTRIEL

#### Baisse de l'activité industrielle hors pétrole

L'activité industrielle est en hausse au 2ème trimestre 2014. En effet, l'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI) base 100 en 2012, s'est établi à 95,95 points d'indice, en hausse de 9,10% en glissement trimestriel. Cette hausse est imputable en grande partie à l'industrie pétrolière, à l'industrie

du textile, habillement et cuir et dans une moindre mesure à l'industrie des matériaux minéraux. La hausse de la production dans l'ensemble de l'industrie a surtout été freinée par la baisse de production des industries agro-alimentaires.

Figure5: Evolution de l'indice d'ensemble



Source : INSEED, Août 2014

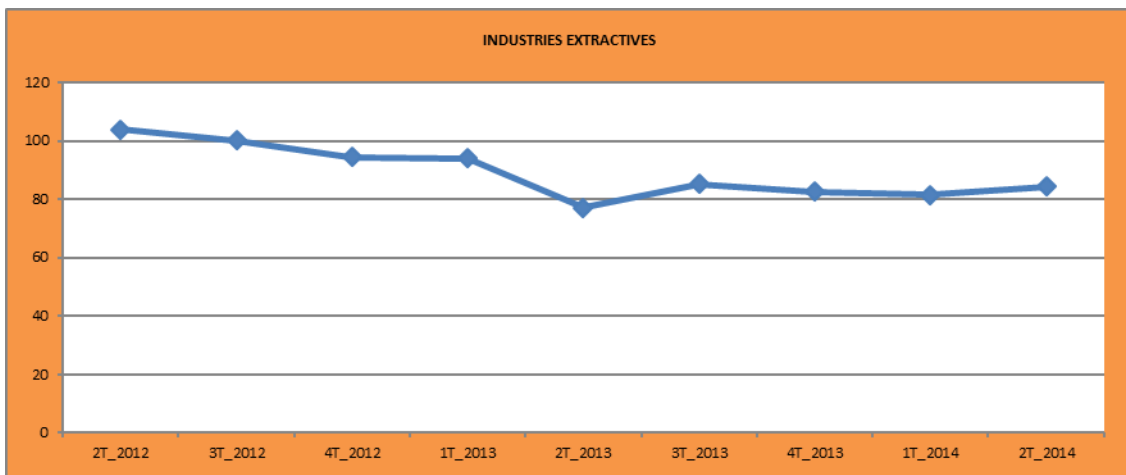
#### ...une hausse de la production dans l'industrie extractive (+3,40%)...

Cette activité dont la tendance globale est en baisse depuis le troisième trimestre 2012, renoue avec une hausse. En effet, l'indice de branches regroupées est en hausse de 9,20% en glissement annuel.

Cette hausse a été modérée par une baisse de la sous industries métalliques de 98,66% suivi des autres industries manufacturières de 33,61% en glissement annuel.



**Figure6 : Evolution de l'indice des Industries Extractives**

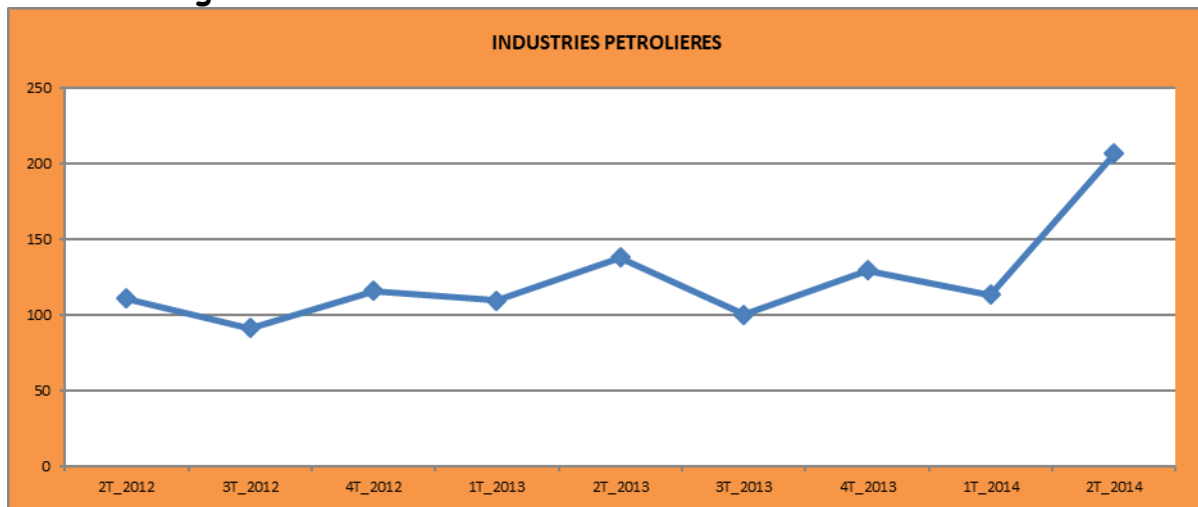


Source : INSEED, Août 2014

**...une progression de 82,37% de la production dans les industries pétrolière...**

Cette hausse s'explique par l'augmentation dans la production de certains produits notamment dans la production du gazole (+49%). Aussi en glissement annuel, on enregistre également une hausse (+49,99%).

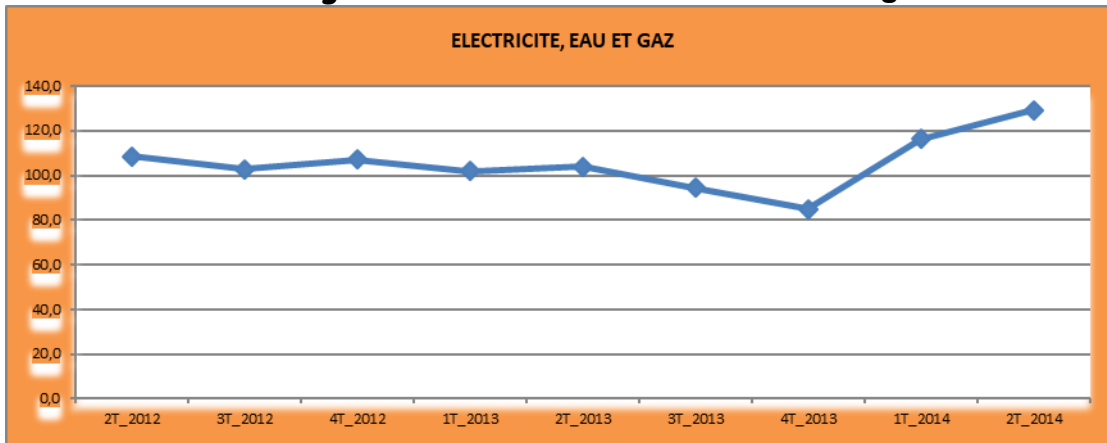
**Figure7 : Evolution de l'indice des Industries Extractives**



**La production d'électricité, gaz et eau en hausse 11,02%...**

Cette branche a connu un accroissement au cours du deuxième trimestre (+11,20%). Cela est dû à la forte hausse enregistrée dans la production de l'électricité. Aussi en glissement annuel, le niveau de l'indice est en hausse de 24,34%.

**Figure8: Evolution de l'indice de l'énergie**



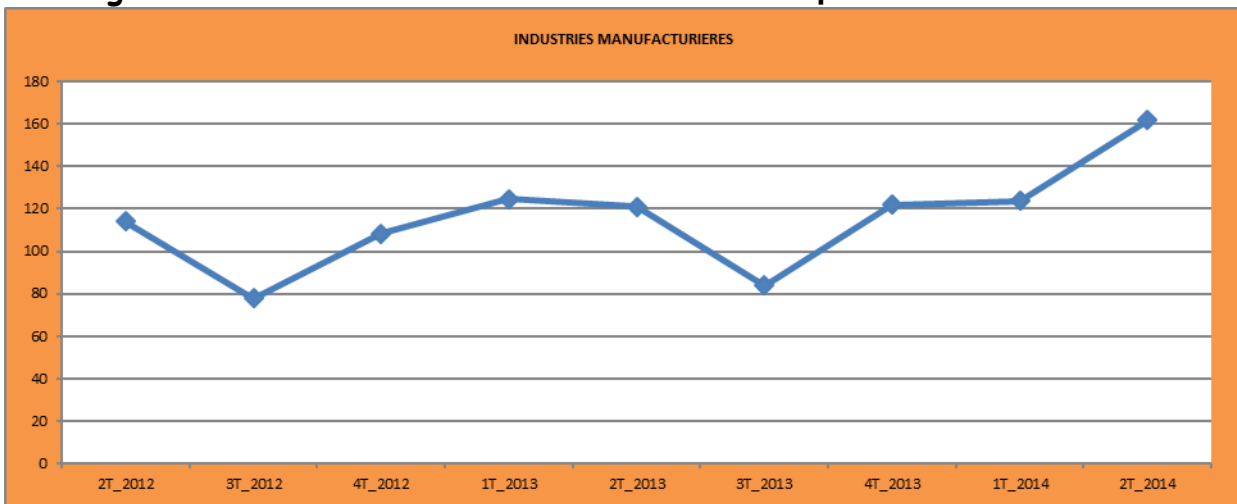
INSEED, Août 2014

...une baisse dans l'industrie agro-alimentaire de 41,69%.

L'industrie agro-alimentaire est en baisse de 41,69% en variation trimestrielle. Cependant, on note une hausse de 2,81% en glissement annuel. En matière d'investissements, la mise en route de la nouvelle station de traitement des eaux usées

ainsi que l'optimisation de la production par l'acquisition de 4 fermenteurs appelés TOD (Tank Out Door) et d'une soutireuse neuve seraient prévues et pourraient booster la production avenir.

**Figure9: Evolution de l'indice de fabrication des produits alimentaires**



Source : INSEED, Août 2014

En perspective, une nette amélioration est attendue dans le secteur des industries alimentaires au troisième trimestre 2014 compte

tenu de la robustesse de la demande et des investissements prévus dans certaines unités en vue d'optimiser la production.

L'industrie sucrière devrait connaître des difficultés en raison des problèmes de commercialisation observées ces derniers temps liés à la libéralisation du marché et au développement de la fraude causant une accumulation de stocks dans les entrepôts.

Pour le coton, la production devrait diminuer compte tenu de la saisonnalité liée à ce produit;

Pour ce qui de l'huile et les tourteaux, la baisse des prix de

vente décidée par les Dirigeants de l'unité devrait booster les ventes au cours du troisième trimestre.

Pour ce qui de l'énergie, la production devrait augmenter au troisième trimestre 2014, grâce à la fourniture régulière de la centrale par l'énergie provenant de Djermaya ainsi que par l'exploitation d'une centrale électrique mobile par des opérateurs indépendants (la société Ecossaise Aggreko et la société chinoise VPWOR).

## IV. LE SECTEUR PETROLIER

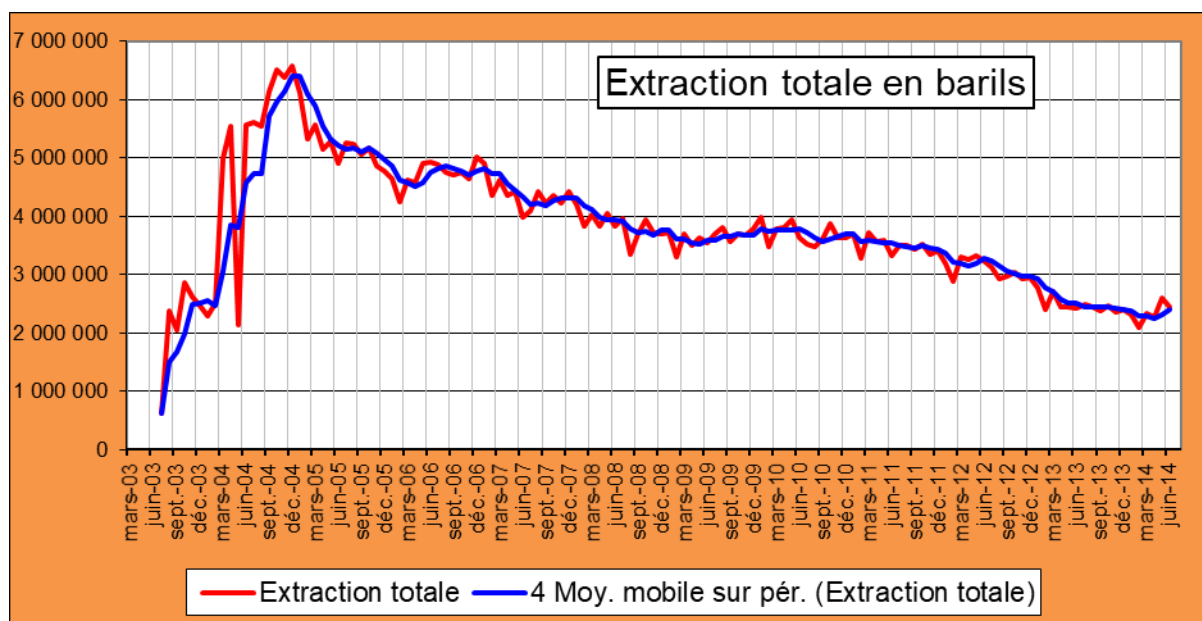
### IV.1 La Production pétrolière

#### *Baisse persistante de la production*

Après une baisse constatée depuis le premier trimestre 2013, la production pétrolière est restée stable en glissement annuel par rapport au deuxième trimestre 2013. Cependant en variation trimestrielle, elle a connu une hausse de 8% et devrait continuer à s'améliorer en

liaison avec la poursuite des investissements réalisés par le consortium pour maintenir son niveau. Cette évolution serait toutefois tempérée par la suspension par le gouvernement de tous les travaux de recherche et de forage de la CNPC au Tchad.

Figure 8: Evolution de la production pétrolière



Source : Ministère du pétrole

Les travaux de recherche et d'exploration entrepris par les sociétés pétrolières chinoises et

canadiennes dans les zones de la Nya, Bongor et du Salamat devrait s'intensifier.

## V-LES FINANCES PUBLIQUES

### V.1. Evolution des recettes et dépenses budgétaires

#### *Bonne tenue des recettes*

Pour les six premiers mois de l'année 2014, l'exécution du budget de l'Etat a dégagé un déficit, base caisse, en amélioration. Ce déficit de 91,398 milliards de FCFA, reste important après celui de 137,243 milliards de FCFA relevé à fin juin 2013.

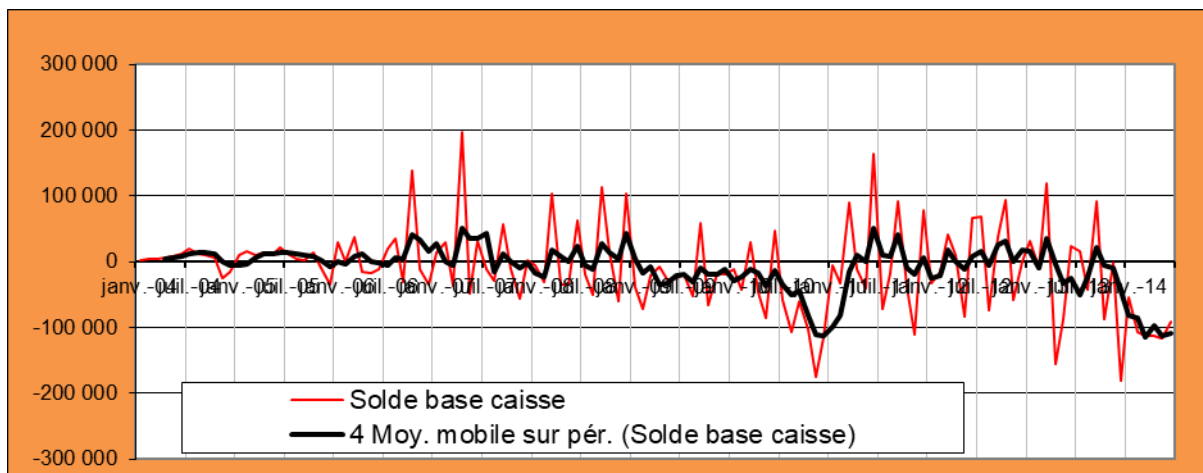
Les recettes budgétaires à fin juin 2014, se sont établies à 504,040 milliards contre 606,507 milliards à la même période de l'année précédente soit une baisse de 16%.

La baisse des recettes budgétaires à fin juin 2014 est le résultat de la baisse des recettes fiscales. En effet, les recettes fiscales s'élevant à 408,202 milliards de FCFA à fin juin 2014 contre 468,718 milliards de FCFA douze mois plus tôt, sont en baisse de 13% en glissement annuel. Les recettes non fiscales quant à elles sont en baisse de 32% sur la période.

Quant aux dépenses totales, on note un fléchissement remarquable de 5% pour se situer à 697,630 milliards de FCFA à fin juin 2014, soit un taux d'exécution de 40 % par rapport au montant prévu dans la Loi de Finances Initiale 2014. Cette hausse reflète en particulier des dépenses courantes dont les dépenses du personnel en faveur de recrutement à la fonction publique et les augmentations des salaires des agents. Ainsi, les dépenses de fonctionnement ont atteint 271,505 milliards de FCFA à fin juin 2014 contre 259,201 milliards de FCFA un an auparavant.

En définitif, le déficit s'est amélioré, passant de 137,243 milliards de FCFA à fin juin 2013 à 91,397 milliards de FCFA en fin juin 2014.

**Figure 8: Evolution de la production pétrolière**



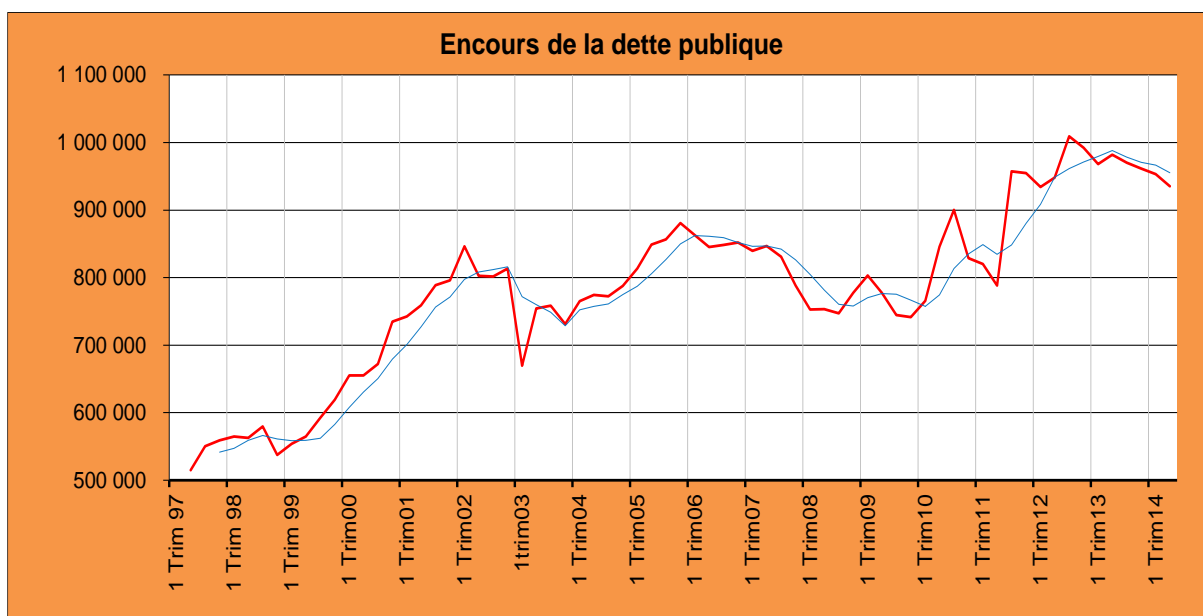
Source : Direction du Trésor

## V.2 Situation de la dette publique extérieure

A fin juin 2014, la situation de la dette extérieure du Tchad est caractérisée par une baisse de l'encours de 5%, s'établissant à 935,213 milliards de FCFA contre 982,165 milliards de FCFA douze mois plus tôt. Il est constitué à 71,1 % de la dette multilatérale (666,84

milliards de FCFA), le reste représentant les crédits bilatéraux et les dettes à vue. Cette baisse de l'encours s'expliquerait principalement par le remboursement des amortissements opérés sur les échéances pendant la période.

Figure 9: Evolution de l'encours de la dette extérieure



Source : Direction de la dette

S'agissant des remboursements, ils s'élèvent à 23,907 milliards de FCFA soit 24,31% du total prévu.

Par ailleurs, le décaissement au 30 juin 2014 est de 970,15 milliards. Ce niveau de décaissement se justifie par le retard dû à la lenteur



Enfin, aucun arriéré n'a été enregistré au terme de cette période.

administrative relative à l'accusé de réception des avis de décaissement.

## VI - LA MONNAIE

### VI.1 La situation monétaire

#### Croissance des principaux agrégats

L'examen des agrégats monétaires du Tchad à fin mai 2014 comparativement à ceux de la même période de l'année précédente, fait ressortir une baisse sensible des avoirs extérieurs nets et une hausse

notable du crédit intérieur induite par l'expansion des créances nettes sur l'Etat ainsi que des crédits à l'économie. En conséquence, la masse monétaire a progressé de 1,9% en glissement annuel.

Tableau1: Evolution de la situation monétaire.

	Mai 1	Mai 2	Mai 3	Mars 4	Avril 5	Mai 6	mai-14 mai-13	mai-14 avr-14
<b>1. AVOIRS EXTERIEURS NETS</b>	236 877	359 978	381 580	398 148	342 523	349 703	- 8,4	2,1
* BEAC	209 899	334 003	343 331	387 017	344 002	371 263	8,1	7,9
* BCM (1)	269 778	25 975	38 249	11 131	- 1 479	- 21 560	- 156,4	- 1 357,7
<b>2. CREDIT INTERIEUR</b>	413 306	352 559	453 213	539 915	596 049	609 007	34,4	2,2
* Créances nettes sur l'Etat	187 833	42 039	35 028	44 424	66 969	58 916	68,2	- 12,0
* Crédits à l'économie	225 473	310 328	418 185	495 491	529 080	550 091	31,5	4,0
<b>3. MASSE MONETAIRE</b>	611 457	681 958	774 725	872 861	876 582	893 568	15,3	1,9
<b>4. AUTRES RESSOURCES</b>	38 726	30 579	60 068	65 202	61 990	65 142	8,4	5,1
<b>Total : Ressources= Emplois</b>	650 183	712 537	834 793	938 063	938 572	958 710	14,8	2,1

Source : BEAC

## Conclusion

Globalement, la situation conjoncturelle reste favorable en raison de la disponibilité sur les marchés des produits des nouvelles récoltes de la campagne 2013/2014 qui ont induit positivement sur le niveau des prix. La production pétrolière a amorcé une stabilité et

devrait continuer à s'améliorer en faveur des investissements consentis par le Consortium. Les cours du pétrole ont observé un repli pendant ce trimestre et devrait rester stable au deuxième trimestre 2014. En revanche, ceux du coton ont connu un bond en glissement annuel

## **Ont participé à la confection de cette note de conjoncture**

### **Coordination des travaux :**

- **OUSMAN ABDOULAYE HAGGAR**, Directeur Général de l'INSEED ;
- **YOUSOUF AWARE NEISSA**, chef de Département des Synthèses et Statistiques Economiques ;

### **Rédaction :**

- **AHMAT SOULEYMANE HACHIM**, Chef de Service de la Conjoncture et des Prévisions Macroéconomiques ;
- **FANGAMLA MARANDI**, Responsable de la Conjoncture

### **Collecte et Traitement des données**

- **FANGAMLA MARANDI**, Responsable de la Conjoncture

Toutes les correspondances concernant la note trimestrielle de conjoncture sont à adresser à :

**Monsieur le Directeur Général de l'Institut National de la Statistique,  
des Etudes Economiques et Démographiques,  
B.P. 453, N'Djaména – TCHAD.**

**Tél. (235) 2 52 31 64 Fax : (235) 2 52 66 13**

**Email : [inseed@intnet.td](mailto:inseed@intnet.td)**

**[Site Internet : www.inseed-tchad.org](http://www.inseed-tchad.org)**